L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 21 JUILLET 1867.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73.

Entre les rues Bienville et Conti

DUFOUR & LIBERT,
PROPRIÉTAIRES - GÉRANTS.

PRIX DES ABONNEMENTS.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, 6 00, par semaine, $2, par bimestre, $4
Prix d'un exemplaire, 10 centes.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $4, par semaine, $2.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces translatives, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le centre pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chacune insertion subséquente.

Les annonces transitoires de la page éditoriale paieront $3 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par lettres, numéros, chiffres ou initiales paieront double prix ordinaire.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 par le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces translatives, le escompte qu'il sera convenu avec elles ; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera pas 25 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'ailleurs paieront 20 cents sous la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce translative doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de grandes affaires leur sont et envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS
DIMANCHE, 21 JUILLET.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces

Par le Shérif—à midi, à la Bourse des Négociants et des Forestiers, rue Royale, un terrain situé au faubourg Trémé, dans le Troisième District, dans l'Isle borné par les rues Derbigny, Claiborne, Colombus et Kerlerec.

—A tous les droits, titres et intérêts à une réclamation dans un procès.—Et à 11 heures, à son entrepôt, rue Jefferson, un lot de meubles et d'effets.

Par S. Guinault—A 11 heures, sur le railroad Pontchartrain, deux lots appelé Hôpital Lunenburg, la résidence de André Cambon qui liquide, étant obligé de quitter les lieux.

Par Hoffman & Marks—au No 32 de la rue de Chartres, marchandises sèches et lingerie.

Par A. Feitman—au No 46 de la rue de Chartres, marchandises sèches, habillements, lingerie, bottes, souliers, chapeaux, &c.

☞ Achetez vos cassonettes et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée

ATTENTION!

☞ Les ventes de demain par le shérif, compris :

A 10 heures A. M., à son entrepôt, No 23 rue Jefferson, à l'installation du magasin No 33 rue Front Levée, Premier District, un lot de marchandises et de meubles, savoir : un piano et un lot de volaille.

A midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, un terrain avec les bâtisses et les améliorations qui s'y trouvent, situé rue Derbigny, entre Kerlerec et Columbus, Troisième District : aussi une réclamation pour la somme de $527.

A 1 heure P. M., à son entrepôt, No 23 rue Jefferson, un lot de meubles, &c.

Voir aux annonces.

On trouvera la liste des lettres à la deuxième page.

Le Message du Président Johnson.

Nous n'avons pas le texte entier du dernier message envoyé au Congrès par le président Johnson, mais ce que nous en avons reçu par le télégraphe suffit pour nous en faire apprécier l'esprit. Il est aisé de voir que ce document vaut pour le moins tous ceux qui l'ont précédé. Le Président se faiblit sous aucun rapport et cette démonstration précise des inconstitutionnalités et incapacités sans nombre commises par le Congrès lui fera grand honneur. La question, en effet, n'est pas précisément pour lui de savoir si ce qu'il dit est agréable ou non à la majorité sanguinaire du Congrès, ni même de savoir si ce qu'il dit est agréable à la nation ; la nouvelle sans doute est bonne, mais il s'agit, pour le président John son, de remplir fidèlement son devoir et toutes ses obligations envers la Constitution des Etats-Unis, qui représente le peuple tout entier dont elle est l'œuvre. Tant que cette Constitution existera, tant qu'elle n'aura pas été changée, modifiée ou remplacée par les moyens qu'elle elle même, elle lui fera face sans nous soucier aucunement respecter par le chef de l'Exécutif mais encore soutenue et défendue par lui dans la mesure de ses forces. Le Président à cet égard comprend, mais faiblement, toute l'étendue de son devoir et pas plus qu'il y a un an on deux ans il ne voit y manquer dans la pratique. Il a pu, en outre, de remplir ses obligations constitutionnelles, et il a toujours fait son serment à la présidence, avec un seul écrit, (les interprétations) à faire croiser l'œuvre d'une session entière. Il a fallu deux bills supplémentaires pour faire connaître la valeur du bill originel, et le testament est tout aussi confus que le premier. Le Congrès l'a compris et soutient son message législatif. Il n'a eu pour cela aucun moyens d'une malignité déshonorante. Il a décrété, en définitive, que de simples employés d'enregistrement désobéissants à la loi ont les capacités électorales et du droit de citoyen à l'inscription.

Par cette dernière mesure, troisième bill, le Congrès a abdiqué son pouvoir ; et entre les mains de qui le remet-il ? entre les mains d'employés subalternes, créatures d'une autorité militaire subalterne elle-même. Ce sont, par conséquent, des employés non élus, des employés appartenant à un ordre inconnu de fonctions civiles, qui vont décider de sort de la reconstruction, et devant lui décider de ses commandements aux législatures et aux militaires, le Congrès s'enfonce lui-même. Pour en être plus pesé !

Et l'on s'étonne, après cela, que le président Johnson invoque les mêmes arguments et reproduise les mêmes raisonnements ! Est-ce sa faute si la question n'est pas changée et reste toujours les mêmes contradictions, les mêmes conclusions, et le même langage ? Nous croyons néanmoins que, pour cette fois, le langage du Président est irrésistible. Par le seul extrait que le télégraphe nous en a donné nous pouvons juger de haut mérite de son message. On ne pouvait faire ressortir d'une manière plus lucide l'incohérence d'idées et l'impuissance de création qui caractérisent les dernières délibérations du Congrès. Le président Johnson a fait valoir des arguments si serrés et d'une force telle qu'il est impossible de ne pas s'y soumettre. Ces arguments sont les coups de marteau qui soupent d'avance un édifice sans fondement moral. Comment, en effet, admettre la nullité des Etats et la validité de leurs lois ? Comment admettre cette substitution d'officiers de passage, obligés néanmoins à se conformer aux règles prescrites par la constitution des Etats ? Pourquoi ce changement ? Où en est la raison ?

Pourquoi aussi annuler la présidence au profit d'un dictateur militaire ? Où en était la nécessité ? Le Congrès ne s'est-il pas jeté inutilement dans la voie des expédients à l'usage de la tyrannie ?

Quelques gens, mal avisés, pensaient que, par dignité, le Président devait donner sa démission et abandonner la place. Ces gens-là reviendront de cette opinion étourdiment conçue. Si le Président est quitté sa place, nous n'aurions pas le Message d'aujourd'hui, qui aura, nous n'en doutons pas, un immense retentissement. Le Président seul, à raison de sa position, pouvait donner de l'importance à un semblable papier d'Etat, et ce papier aura ses conséquences. Une censure aussi claire, aussi énergique, aussi fondée, ne saurait rester sans effet sur l'esprit du peuple du Nord qui se flatte encore d'être un peuple libre. Que M. Johnson garde donc sa place on les événements l'ont porté. Qu'il y reste jusqu'à la fin de son terme. Il n'est pas un homme sensé aux Etats Unis qui ne le préfère à M. Wade, le vieux radoteur jacobin et le brutal partisan de la loi agraire.

UN RÉGIME DE COSAQUES. — Nous venons de lire une correspondance fort singulière échangée entre le général Bragg, actuellement sarintendant de la Compagnie des Waterworks, et M. Baker, actuellement commissaire des eaux de la Nouvelle-Orléans. Le général se plaint de la quantité énorme d'eau dépensée par le commissaire aux dépens des habitants qui en manquent pendant plusieurs heures de la journée, et pour montrer que sa plainte est fondée, le général Bragg pose des chiffres qui prouvent que pour 7,500 souscripteurs, la Compagnie fournit un tiers de plus d'eau qu'il n'en est délivré à la ville de Cincinnati pour un nombre double. Autrement dit, 7,500 souscripteurs reçoivent ici 7,500,000 gallons d'eau, tandis qu'à Cincinnati, 15,000 souscripteurs ne reçoivent que 5,000,000 de gallons et sont satisfaits. Le général annonce donc que, d'après l'ordre du président de la Compagnie, il se verra forcé de mettre en vigueur la section 38 de l'acte de 1833, ou de la charte accordée à la Compagnie, section par laquelle les aydants de la Compagnie sont autorisés à fermer les hydrants de la compagnie qui ne seront pas nécessaires à l'usage de la famille.

Le commissaire a répondu à cette lettre par un long rapport de M. Du Miral sur le projet de loi relatif aux nouveaux crédits extraordinaires de l'exercice 1867 et sur le projet de loi portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire des dépenses et recettes de 1868. Un de ces rapports a donné lieu à un long débat. Il est terminait par une phrase un peu commune n'en vaut la peine ; mais M. Du Miral réalisait et demandait grâce finale en disant : " Pourquoi couper ainsi la queue du gros rapport ! — C'est, aurait repris le président de la commission, parce que nous n'aimons pas les *queues en trompette*."

Un amendement d'un de ces rapports nous fait apprécier un discours prochain de M. Berryer. C'est celui-ci :

" A l'article 10 du projet, ajouter aux voies et moyens supplémentaires :

" La somme de 28,569,700 francs due par MM. Pinart et consorts, aux termes du traité du 28 septembre 1865."

La commission s'est bornée à ajouter à cette proposition ces mots : " Nous ne l'avons pas accueillie, parce que la ressource qu'il propose n'est à aucun degré disponible, et qu'elle serait, au contraire, essentiellement contestable et litigieuse."

Divers autres amendements, demandant des augmentations pour élever d'une classe plusieurs tribunaux, et pour donner du traitement supérieur aux professeurs des facultés gouvernementales, ont été rejetés, momentanément du moins. En effet, la commission s'exprime ainsi :

" Les certitude que les réclamations dont nos honorables collègues se sont faits les organes aussi babiles que dévoués seront examinées avec bienveillance dans un délai rapproché, dont, quant à présent, leur sollicitude, et l'équilibre des budgets ne permet pas d'ailleurs de leur donner une satisfaction plus immédiate." Soit, mais j'espère pour nos juges et nos professeurs qu'elle ne leur manquera pas.

Le second rapport est peut-être plus curieux, car il nous donne la décomposition des 158 millions de crédits supplémentaires présentés récemment à la Chambre. Voici ce détail :

A l'habillement et au campement. fr.	30,630,000
Aux transports généraux, autres que ceux de Mexique, pour voitures de cantines et d'ambulances.....	3,000,000
A la remonte générale pour achat de 30,000 chevaux d'officiers et de troupes.....	24,500,000
Au harnachement de ces chevaux..	1,988,300
A la transformation de l'armement..	26,200,000
Aux établissements du génie pour la mise en état des places de la frontière du Nord et du Nord-Est.	6,000,000
Fr.....	92,318,300

Sur les 38,286,848 francs que reçoit le département de la marine, 25,346,000 francs profitent aux approvisionnements généraux de la flotte et au développement de nos constructions navales, dans les proportions suivantes :

Achat de matières premières..... fr.	2,000,000
Achat d'objets confectionnés.....	950,000
Charbon pour la navigation.....	1,750,000
Construction de bâtiments dans les chantiers publics.....	4,616,000
Achat de deux bâtiments blindés en Amérique, l'*Onondaga* et le *Dunderberg*.....	11,000,000
Total égal..... fr.	22,316,000

Le matériel militaire pour la guerre ou pour la marine se trouvant ainsi augmenté d'un chiffre total de fr. 115,634,300. Pour couvrir tout cela, quelques membres de la commission avaient pensé à un emprunt, mais la majorité n'a pas voulu entendre à cette proposition. Elle a considéré que la situation actuelle de la dette flottante, l'abondance le bon marché des capitaux qui se versent au trésor, et l'état prospère de notre mobile de notre situation financière et politique permettaient d'adopter sans inconvénient la combinaison provisoire présentée par le gouvernement qui, sans rien préjuger et sans rien compromettre, laisse espérer qu'on parviendra à éviter la nécessité d'ouvrir à nouveau le grand livre de la dette. Elle a, en outre, considéré que pratique au remaniement du budget rectificatif tel qu'il a été d'abord arrêté, et elle n'a pas voulu priver le pays des ressources disponibles. Ce rapport sera discuté au premier jour

Correspondance financière de l'Indépendance.

Paris, 29 juin.

La présentation du projet de loi proposant d'élever de 150 à 250 millions l'émission des bons du trésor pour 1867, afin de pourvoir aux 130 millions de dépenses extraordinaires de la guerre et de la marine, a fait naître généralement incredulité dans le monde des affaires et a pesé, pendant tout le courant de cette semaine, sur les transactions financières. On croit que ces dépenses considérables avaient été faites aussi bien pour combler les vides opérés dans nos arsenaux par les ventes faites à la compagnie du Mexique, que pour se préparer aux éventualités qui pourraient surgir de la question du Luxembourg. On s'attendait donc à une proposition du gouvernement pour faire face à cette inévitable nécessité ; mais ce qui a surpris désagréablement l'opinion, c'est de voir que cette proposition a été jointe à celle du C. A. combinaison définitive consolidant le découvert.

On croit que la maison Rothschild, associée à quelques banquiers français, prendra part à la grande combinaison, à laquelle ont déjà adhéré les maisons Baring de Londres, et Hope d'Amsterdam, pour acquérir du gouvernement russe la ligne du chemin de fer de Saint Pétersbourg à Moscou. On parle d'un projet d'émission d'obligations relatives à cette affaire, dont les intérêts seraient garantis par le gouvernement russe.

Le bilan de la Banque de France continue à s'accentuer toutes les semaines d'avantage dans le sens de l'immobilité et de l'abstention des capitaux. Dans le dernier document publié, on a noté, ainsi qu'une liste des immeubles vendus par M. G. de Feriet, pendant la semaine finissant le 20 juillet.

NOUVELLES MARITIMES.

New York, 14 juillet—Arrivé de Galveston, steamships Mariposa et Geo. Cromwell ; steamer Wilmington, de Tampa Bay, via Key West.

AMERS DE QUINQUINA—Les personnes qui souffrent de la fièvre en frisson devraient faire usage du grand préservatif les "amers de quinquina." C'est un remède certain, si elles veulent seulement le mettre à l'essai. A vendre chez tous les droguistes.

GALERIE PHOTOGRAPHIQUE D'ANDERSON.—La réputation de cette galerie photographique se maintient toujours, grace à l'habileté des opérateurs et au soin avec lequel M. Anderson suit les progrès de l'art photographique. Aussi avons-nous rarement vu de succès plus constant que ceux qu'il obtient.

ATTACHES EN FER POUR LE COTON. — Les attaches en fer ont détroné les cordes d'emballage. Quand il s'agit de lier les balles de coton, chacun reconnait la supériorité des cercles de fer. Mais à l'usage on a découvert que 17 livres de fer sont nécessaires pour faire une attache. C'est ce problème que paraît avoir résolu le *Fuzman Diamond Tie*, le *Button Tie* et l'*Alligator Tie*. On verra dans l'annonce de MM. Chambers et Latting, agents pour la vente de ces attaches, les avantages qu'elles offrent.

GRAINE DE NAVETS.—M. Hafner, 105, rue St Charles, vient de recevoir par le dernier steamer un assortiment de graines de navets des meilleures variétés, qu'il vendra en lots à la convenance des acheteurs. Voir son annonce.

HABITS AU RABAIS—Il est peu de magasins où l'on vende les habits et le linge fait à aussi bon marché qu'aux Nos 31 et 33 rue du Champ, où MM. Garthwaite, Lewis et Stuart ont établi pour l'été les articles les plus élégants, les plus variés et les plus riches. Nous engageons les personnes qui ont besoin de vêtements à se transporter à l'adresse que nous indiquons si elles veulent profiter de la bonne occasion qui leur est offerte.

SOUSCRIPTION

Au profit des blessés de l'armée impériale mexicaine.

E. M.....	$1 00
M. J.....	1 00
L. M.....	1 00
Joseph Llulia.....	40 00
L'Abeille.....	10 00

Nous empruntons les correspondances qui suivent à l'*Indépendance belge* du 1er juillet :

Paris, 29 juin.

C'est aujourd'hui que commence la discussion du budget. Cette occasion ayant toujours une vive émotion dans le monde politique et l'attire un grand concours de spectateurs. Aussi les tribunes publiques regorgent-elles de femmes élégantes, de curieux et d'hommes d'Etat vieillis sous les harnais. Parmi ceux-ci distingue-t-on M. Odilon Barrot, M. Berryer, M. Capefigue, l'ex-président d'Haïti (M. Geffrard,) une charmante personne qu'on n'affiche être Mme Rataxzi, peut-être Mazeppa, (une artiste), etc.

M. Jules Favre, qu'on avait dit si malade, est à son banc, et paraît jouir d'une excellente santé. L'illustre orateur a modifié sa chevelure, jadis abondante. Cette modification lui ôte bien quelque chose de sa jeunesse apparente mais elle donne à sa physionomie un aspect plus jeune et plus sévère. La maladie momentanée de M. Jules Favre lui a fait pour ainsi dire du bien.

En le condamnant à un repos momentané qu'il n'aurait probablement jamais pris sans elle et à moins d'y être forcé, elle lui a rendu la teint plus frais et plus vif qu'il avait depuis le passé de nombreuses années. Tel est mon diagnostic. Je souhaite, pour l'éloquence parlementaire, qu'il ait pour longtemps à combattre les ennemis complets de la santé du nouvel académicien, et que l'Académie le rende véritablement immortel (elle le mérite pour longtemps)—comme il convient à tout académicien.

Le premier orateur entendu a été M. Latour Dumoulin, qui a prononcé un discours très étendu, très long, très ennuyeux, très libéral, en un mot très ingénieux, les autres plus ou moins contestables. L'auteur a vivement attaqué le ministère, qu'il ne trouve pas assez libéral, et lui a conseillé, pour plaire aux siens, le gouvernement s'est déclaré hostile à ceux des membres de la Chambre qui ont les premiers marché dans la voie des réformes depuis le 19 janvier !

M. Hamelin a appelé ensuite l'attention du Corps Législatif sur les réformes économiques, qui ont besoin toujours marcher parallèlement avec les réformes politiques.

Après lui M. Garnier-Pagès a examiné le budget nommé et a essayé de démontrer que nous nous trouvions dans un déficit qui ne tarderait pas à devenir sérieux et continu. Son discours a été très écouté ; car l'orateur a perdu contre la guerre et l'on s'est souvenu qu'en Allemagne, il avait reçu ce nom un peu sobriquet d'ange de paix. On s'est montré attiré depuis lundi.

La Chambre a reçu ce matin, à domicile, les deux rapports de M. Du Miral sur le projet de loi relatif aux nouveaux crédits extraordinaires de l'exercice 1867 et sur le projet de loi portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire des dépenses et recettes de 1868. Un de ces rapports a donné lieu à un long débat. Il est terminait par une phrase un peu commune n'en vaut la peine ; mais M. Du Miral réalisait et demandait grâce finale en disant : " Pourquoi couper ainsi la queue du gros rapport ! — C'est, aurait repris le président de la commission, parce que nous n'aimons pas les *queues en trompette*."

Un amendement d'un de ces rapports nous fait apprécier un discours prochain de M. Berryer. C'est celui-ci :

" A l'article 10 du projet, ajouter aux voies et moyens supplémentaires :

" La somme de 28,569,700 francs due par MM. Pinart et consorts, aux termes du traité du 28 septembre 1865."

La commission s'est bornée à ajouter à cette proposition ces mots : " Nous ne l'avons pas accueillie, parce que la ressource qu'il propose n'est à aucun degré disponible, et qu'elle serait, au contraire, essentiellement contestable et litigieuse."

Divers autres amendements, demandant des augmentations pour élever d'une classe plusieurs tribunaux, et pour donner du traitement supérieur aux professeurs des facultés gouvernementales, ont été rejetés, momentanément du moins. En effet, la commission s'exprime ainsi :

" Les certitude que les réclamations dont nos honorables collègues se sont faits les organes seront examinées avec bienveillance dans un délai rapproché, dont, quant à présent, leur sollicitude, et l'équilibre des budgets ne permet pas d'ailleurs de leur donner une satisfaction plus immédiate." Soit, mais j'espère pour nos juges et nos professeurs qu'elle ne leur manquera pas.

Le second rapport est peut-être plus curieux, car il nous donne la décomposition des 158 millions de crédits supplémentaires présentés récemment à la Chambre. Voici ce détail :

A l'habillement et au campement. fr.	30,630,000
Aux transports généraux, autres que ceux de Mexique, pour voitures de cantines et d'ambulances.....	3,000,000
A la remonte générale pour achat de 30,000 chevaux d'officiers et de troupes.....	24,500,000
Au harnachement de ces chevaux..	1,988,300
A la transformation de l'armement.	26,200,000
Aux établissements du génie pour la mise en état des places de la frontière du Nord et du Nord-Est.	6,000,000
Fr.....	92,318,300

Sur les 38,286,848 francs que reçoit le département de la marine, 25,346,000 francs profitent aux approvisionnements généraux de la flotte et au développement de nos constructions navales, dans les proportions suivantes :

Achat de matières premières..... fr.	2,000,000
Achat d'objets confectionnés.....	950,000
Charbon pour la navigation.....	1,750,000
Construction de bâtiments dans les chantiers publics.....	4,616,000
Achat de deux bâtiments blindés en Amérique, l'*Onondaga* et le *Dunderberg*.....	11,000,000
Total égal..... fr.	22,316,000

Le matériel militaire pour la guerre ou pour la marine se trouvant ainsi augmenté d'un chiffre total de fr. 115,634,300. Pour couvrir tout cela, quelques membres de la commission avaient pensé à un emprunt, mais la majorité n'a pas voulu entendre à cette proposition. Elle a considéré que la situation actuelle de la dette flottante, l'abondance le bon marché des capitaux qui se versent au trésor, et l'état prospère de notre mobile de notre situation financière et politique permettaient d'adopter sans inconvénient la combinaison provisoire présentée par le gouvernement qui, sans rien préjuger et sans rien compromettre, laisse espérer qu'on parviendra à éviter la nécessité d'ouvrir à nouveau le grand livre de la dette. Elle a, en outre, considéré que pratique au remaniement du budget rectificatif tel qu'il a été d'abord arrêté, et elle n'a pas voulu priver le pays des ressources disponibles. Ce rapport sera discuté au premier jour

Correspondance financière de l'Indépendance.

Paris, 29 juin.

La présentation du projet de loi proposant d'élever de 150 à 250 millions l'émission des bons du trésor pour 1867, afin de pourvoir aux 130 millions de dépenses extraordinaires de la guerre et de la marine, a fait naître généralement incredulité dans le monde des affaires et a pesé, pendant tout le courant de cette semaine, sur les transactions financières. On croit que ces dépenses considérables avaient été faites aussi bien pour combler les vides opérés dans nos arsenaux par les ventes faites à la compagnie du Mexique, que pour se préparer aux éventualités qui pourraient surgir de la question du Luxembourg. On s'attendait donc à une proposition du gouvernement pour faire face à cette inévitable nécessité ; mais ce qui a surpris désagréablement l'opinion, c'est de voir que cette proposition a été jointe à celle du C. A. combinaison définitive consolidant le découvert.

On croit que la maison Rothschild, associée à quelques banquiers français, prendra part à la grande combinaison, à laquelle ont déjà adhéré les maisons Baring de Londres, et Hope d'Amsterdam, pour acquérir du gouvernement russe la ligne du chemin de fer de Saint Pétersbourg à Moscou. On parle d'un projet d'émission d'obligations relatives à cette affaire, dont les intérêts seraient garantis par le gouvernement russe.

Le bilan de la Banque de France continue à s'accentuer toutes les semaines d'avantage dans le sens de l'immobilité et de l'abstention des capitaux. Dans le dernier document publié, on a noté, ainsi qu'une liste des immeubles vendus par M. G. de Feriet, pendant la semaine finissant le 20 juillet.

NOUVELLES MARITIMES.

New York, 14 juillet—Arrivé de Galveston, steamships Mariposa et Geo. Cromwell ; steamer Wilmington, de Tampa Bay, via Key West.

AMERS DE QUINQUINA—Les personnes qui souffrent de la fièvre en frisson devraient faire usage du grand préservatif les "amers de quinquina." C'est un remède certain, si elles veulent seulement le mettre à l'essai. A vendre chez tous les droguistes.

GALERIE PHOTOGRAPHIQUE D'ANDERSON.—La réputation de cette galerie photographique se maintient toujours, grace à l'habileté des opérateurs et au soin avec lequel M. Anderson suit les progrès de l'art photographique. Aussi avons-nous rarement vu de succès plus constant que ceux qu'il obtient.

ATTACHES EN FER POUR LE COTON. — Les attaches en fer ont détroné les cordes d'emballage. Quand il s'agit de lier les balles de coton, chacun reconnait la supériorité des cercles de fer. Mais à l'usage on a découvert que 17 livres de fer sont nécessaires pour faire une attache. C'est ce problème que paraît avoir résolu le *Fuzman Diamond Tie*, le *Button Tie* et l'*Alligator Tie*. On verra dans l'annonce de MM. Chambers et Latting, agents pour la vente de ces attaches, les avantages qu'elles offrent.

GRAINE DE NAVETS.—M. Hafner, 105, rue St Charles, vient de recevoir par le dernier steamer un assortiment de graines de navets des meilleures variétés, qu'il vendra en lots à la convenance des acheteurs. Voir son annonce.

HABITS AU RABAIS—Il est peu de magasins où l'on vende les habits et le linge fait à aussi bon marché qu'aux Nos 31 et 33 rue du Champ, où MM. Garthwaite, Lewis et Stuart ont établi pour l'été les articles les plus élégants, les plus variés et les plus riches. Nous engageons les personnes qui ont besoin de vêtements à se transporter à l'adresse que nous indiquons si elles veulent profiter de la bonne occasion qui leur est offerte.

SOUSCRIPTION

Au profit des blessés de l'armée impériale mexicaine.

E. M.....	$1 00
M. J.....	1 00
L. M.....	1 00
Joseph Llulia.....	40 00
L'Abeille.....	10 00

Nous empruntons les correspondances qui suivent à l'*Indépendance belge* du 1er juillet :

Paris, 29 juin.

C'est aujourd'hui que commence la discussion du budget. Cette occasion ayant toujours une vive émotion dans le monde politique et l'attire un grand concours de spectateurs. Aussi les tribunes publiques regorgent-elles de femmes élégantes, de curieux et d'hommes d'Etat vieillis sous les harnais. Parmi ceux-ci distingue-t-on M. Odilon Barrot, M. Berryer, M. Capefigue, l'ex-président d'Haïti (M. Geffrard,) une charmante personne qu'on n'affiche être Mme Rataxzi, peut-être Mazeppa, (une artiste), etc.

M. Jules Favre, qu'on avait dit si malade, est à son banc, et paraît jouir d'une excellente santé. L'illustre orateur a modifié sa chevelure, jadis abondante. Cette modification lui ôte bien quelque chose de sa jeunesse apparente mais elle donne à sa physionomie un aspect plus jeune et plus sévère. La maladie momentanée de M. Jules Favre lui a fait pour ainsi dire du bien.

En le condamnant à un repos momentané qu'il n'aurait probablement jamais pris sans elle et à moins d'y être forcé, elle lui a rendu la teint plus frais et plus vif qu'il avait depuis le passé de nombreuses années. Tel est mon diagnostic. Je souhaite, pour l'éloquence parlementaire, qu'il ait pour longtemps à combattre les ennemis complets de la santé du nouvel académicien, et que l'Académie le rende véritablement immortel (elle le mérite pour longtemps)—comme il convient à tout académicien.

Le premier orateur entendu a été M. Latour Dumoulin, qui a prononcé un discours très étendu, très long, très ennuyeux, très libéral, en un mot très ingénieux, les autres plus ou moins contestables. L'auteur a vivement attaqué le ministère, qu'il ne trouve pas assez libéral, et lui a conseillé, pour plaire aux siens, le gouvernement s'est déclaré hostile à ceux des membres de la Chambre qui ont les premiers marché dans la voie des réformes depuis le 19 janvier !

M. Hamelin a appelé ensuite l'attention du Corps Législatif sur les réformes économiques, qui ont besoin toujours marcher parallèlement avec les réformes politiques.

Après lui M. Garnier-Pagès a examiné le budget nommé et a essayé de démontrer que nous nous trouvions dans un déficit qui ne tarderait pas à devenir sérieux et continu. Son discours a été très écouté ; car l'orateur a perdu contre la guerre et l'on s'est souvenu qu'en Allemagne, il avait reçu ce nom un peu sobriquet d'ange de paix. On s'est montré attiré depuis lundi.

La Chambre a reçu ce matin, à domicile, les deux rapports de M. Du Miral sur le projet de loi relatif aux nouveaux crédits extraordinaires de l'exercice 1867 et sur le projet de loi portant fixation des budgets ordinaire et extraordinaire des dépenses et recettes de 1868. Un de ces rapports a donné lieu à un long débat. Il est terminait par une phrase un peu commune n'en vaut la peine ; mais M. Du Miral réalisait et demandait grâce finale en disant : " Pourquoi couper ainsi la queue du gros rapport ! — C'est, aurait repris le président de la commission, parce que nous n'aimons pas les *queues en trompette*."

Un amendement d'un de ces rapports nous fait apprécier un discours prochain de M. Berryer. C'est celui-ci :

" A l'article 10 du projet, ajouter aux voies et moyens supplémentaires :

" La somme de 28,569,700 francs due par MM. Pinart et consorts, aux termes du traité du 28 septembre 1865."

La commission s'est bornée à ajouter à cette proposition ces mots : " Nous ne l'avons pas accueillie, parce que la ressource qu'il propose n'est à aucun degré disponible, et qu'elle serait, au contraire, essentiellement contestable et litigieuse."

Divers autres amendements, demandant des augmentations pour élever d'une classe plusieurs tribunaux, et pour donner du traitement supérieur aux professeurs des facultés gouvernementales, ont été rejetés, momentanément du moins. En effet, la commission s'exprime ainsi :

" Les certitude que les réclamations dont nos honorables collègues se sont faits les organes seront examinées avec bienveillance dans un délai rapproché, dont, quant à présent, leur sollicitude, et l'équilibre des budgets ne permet pas d'ailleurs de leur donner une satisfaction plus immédiate." Soit, mais j'espère pour nos juges et nos professeurs qu'elle ne leur manquera pas.

Le second rapport est peut-être plus curieux, car il nous donne la décomposition des 158 millions de crédits supplémentaires présentés récemment à la Chambre. Voici ce détail :

A l'habillement et au campement. fr.	30,630,000
Aux transports généraux, autres que ceux de Mexique, pour voitures de cantines et d'ambulances.....	3,000,000
A la remonte générale pour achat de 30,000 chevaux d'officiers et de troupes.....	24,500,000
Au harnachement de ces chevaux..	1,988,300
A la transformation de l'armement.	26,200,000
Aux établissements du génie pour la mise en état des places de la frontière du Nord et du Nord-Est.	6,000,000
Fr.....	92,318,300

Sur les 38,286,848 francs que reçoit le département de la marine, 25,346,000 francs profitent aux approvisionnements généraux de la flotte et au développement de nos constructions navales, dans les proportions suivantes :

Achat de matières premières..... fr.	2,000,000
Achat d'objets confectionnés.....	950,000
Charbon pour la navigation.....	1,750,000
Construction de bâtiments dans les chantiers publics.....	4,616,000
Achat de deux bâtiments blindés en Amérique, l'*Onondaga* et le *Dunderberg*.....	11,000,000
Total égal..... fr.	22,316,000

Le matériel militaire pour la guerre ou pour la marine se trouvant ainsi augmenté d'un chiffre total de fr. 115,634,300. Pour couvrir tout cela, quelques membres de la commission avaient pensé à un emprunt, mais la majorité n'a pas voulu entendre à cette proposition. Elle a considéré que la situation actuelle de la dette flottante, l'abondance le bon marché des capitaux qui se versent au trésor, et l'état prospère de notre mobile de notre situation financière et politique permettaient d'adopter sans inconvénient la combinaison provisoire présentée par le gouvernement qui, sans rien préjuger et sans rien compromettre, laisse espérer qu'on parviendra à éviter la nécessité d'ouvrir à nouveau le grand livre de la dette. Elle a, en outre, considéré que pratique au remaniement du budget rectificatif tel qu'il a été d'abord arrêté, et elle n'a pas voulu priver le pays des ressources disponibles. Ce rapport sera discuté au premier jour

Correspondance financière de l'Indépendance.

Paris, 29 juin.

La présentation du projet de loi proposant d'élever de 150 à 250 millions l'émission des bons du trésor pour 1867, afin de pourvoir aux 130 millions de dépenses extraordinaires de la guerre et de la marine, a fait naître généralement incredulité dans le monde des affaires et a pesé, pendant tout le courant de cette semaine, sur les transactions financières. On croit que ces dépenses considérables avaient été faites aussi bien pour combler les vides opérés dans nos arsenaux par les ventes faites à la compagnie du Mexique, que pour se préparer aux éventualités qui pourraient surgir de la question du Luxembourg. On s'attendait donc à une proposition du gouvernement pour faire face à cette inévitable nécessité ; mais ce qui a surpris désagréablement l'opinion, c'est de voir que cette proposition a été jointe à celle du C. A. combinaison définitive consolidant le découvert.

On croit que la maison Rothschild, associée à quelques banquiers français, prendra part à la grande combinaison, à laquelle ont déjà adhéré les maisons Baring de Londres, et Hope d'Amsterdam, pour acquérir du gouvernement russe la ligne du chemin de fer de Saint Pétersbourg à Moscou. On parle d'un projet d'émission d'obligations relatives à cette affaire, dont les intérêts seraient garantis par le gouvernement russe.

Le bilan de la Banque de France continue à s'accentuer toutes les semaines d'avantage dans le sens de l'immobilité et de l'abstention des capitaux. Dans le dernier document publié, on a noté, ainsi qu'une liste des immeubles vendus par M. G. de Feriet, pendant la semaine finissant le 20 juillet.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE.—20 juillet.

THERMOMÈTRE DE C. DUHAMEL, Opticien. Encoignure Chartres et Bienville.

6 heures A. M.....	81 degrés
Midi.....	88 "
3 heures P. M.....	91½ "
6 heures P. M.....	90 "

TENTATIVE D'OUTRAGE—Un individu nommé C. W. Fokie a été arrêté hier soir, sous la prévention d'avoir voulu commettre un outrage sur la personne d'une petite fille âgée de 8 ans.

ACCIDENT FATAL—Hier soir, vers 4 heures et demie, un nommé John Hoffman est tombé accidentellement sous la roue du dray chargé qu'il conduisait, et est mort à l'instant. L'accident est arrivé au coin des rues Bayou et Claiborne.

AFFAIRES DE COUR.—Le Dr G. A. Rosey a comparu hier matin devant le recorder Lathen, occupant la place du recorder Ahern, malade. Rosey est accusé d'avoir mis le feu à son dépôt de drogues, rue des Remparts, No 184. Le prévenu a été renvoyé en prison, où il restera jusqu'à l'audience jeudi à 9 heures et ensuite remis sous cautionnier de 5,000 piastres.

Deux autres accusations ont été rejetées. Hugh T. Waddell, recevant des deniers publics à Natchitoches, Lne. Alexander S. Field, accusé d'avoir volé une somme à un nouvelle arrivant à Bienville, nommé Jacob Bloom, New York, et qu'il était censé à Elmira, le 14 avril, et qu'il y vu Surratt. Le témoin avait un procès contre la compagnie du chemin de fer du Mississippi Central et a un détective employé par la compagnie du chemin de fer pour surveiller le témoin. Il le regarde suivre les traces de Surratt et le perd de vue. Le juré malade a été amené à la cour sur une civière. La cour a suspendu l'audience jusqu'à 9 heures et ensuite a été ajournée à lundi.

Recettes du Revenu de l'Intérieur—$9,63 (00).

Le général Howard a lancé un ordre général aux employés de la préfecture des Beaux-arts, demandant à ce que tous les graffiti et toute autre inscription soient effacés.

CHAMBRE.—Une résolution ordonnant 3,500 exemplaires du rapport sur l'hydrographie du Mississippi a été adoptée.

Le bill relatif à la Convention de Venezuela a passé.

Le bill indien voté au Sénat, a été amendé et passé.

Le comité judiciaire est autorisé de mander les personnes et la remise de tous papiers sur la question de savoir si le Kentucky, le Maryland et le Delaware ont des constitutions républicaines.

La résolution ordonnant au sergeant d'armer d'amener Lafayette C. Baker devant la barre de la Chambre—pour mépris, en ref